

DIARIO DEL GOBIERNO DE CATALUÑA Y BARCELONA,

DEL MIERCOLES 3 DE MARZO DE 1813.

Sans Hemerisio y Beledonio. Mm. Las Q. H. están en la Iglesia del Seminario ; se reserva à las 5 y media de la tarde.

EMPIRE FRANÇAIS.

PARIS, 6 février.

SENAT-CONSERVATEUR.

Suite de la Séance du 5 février.

En assurant la régence à l'Impératrice dans le cas du décès de l'empereur, le projet de sénatus consulte ne fait donc que nous ramener à la doctrine ancienne de la monarchie. Si le trône, comme le disaient nos ancêtres, ne pouvait romber le lance en quenouille, cela n'empêchait point que le gouvernement ne l'vint aux mères jusqu'à ce que la lance fût être mise dans les mains de celui qui était déjà roi.

La source d'une telle doctrine était dans la nature même. Quel garant plus sûr que l'amour maternel, le premier bonheur des mères, leur plus doux devoir, c'est leur fils ; qui veillera mieux à leur conserver un pouvoir fort et respecté ! Une autre ambition ne peut les atteindre, et s'il était permis de joindre à des motifs tirés de la nature un motif qui appartient plus particulièrement à l'intérêt public, nous dirions que c'est précisément parce qu'elles ne peuvent arriver à la royauté, dans les pays où les lois leur en ferment l'entrée, que leur régence a tous les avantages sans offrir aucun danger. Le plus tendre des sentimens de la nature tourne alors tout entier au profit de l'état.

Mais cette juste confiance que la mère du prince doit inspirer à tous les sujets subsistera-t-elle si, oubliant les devoirs que la maternité lui donne envers son fils, et que son rang lui impose envers la nation, elle passe à de secondes noces ? Non, sans doute ; et si une défense aussi naturelle avait besoin d'être justifiée, nous la retrouverions encore dans la plupart des actes semblables de notre histoire, et notamment dans ceux de Philippe-Bel, en 1294, de Charles VI, en 1392 et en 1403, et dans la loi d'un prince qui porte et qui mérita le nom de Sage, de Charles V (octobre 1374).

IMPERIO FRANCÉS.

PARIS, 6 de febrero.

SENADO CONSERVADOR.

Continuacion de la Sesión del 5 de febrero.

Asegurando la regencia á la Emperatriz, en el caso de fallecer el Emperador, el proyecto de senado consulto no hace mas que reconducirnos al proyecto de la antigua monarquia. Si el trono, como lo decian nuestros antepasados, no puede caer de lanza ruca, en eso lo impide el que el gobierno recaiga en las mas Ma lres hasta que la lanza pueda ser puesta en las manos del que era ya rey.

El manantial de semejante doctrina estaba en la misma naturaleza. ¿Qué garante mas seguro que el amor materno, la primera felicidad de las madres, su mas suave deber ! Este es su hijo. Ninguna otra ambicion puede apoderarse de ellas, y si fuese posible juntar á los motivos sacados de la naturaleza, un motivo que pertenece mas particularmente al interés público, diriamos que precisamente porque no pueden llegar á reynar en un país en el qual las leyes les cierran la puerta á ello, por la misma razon tiene para ellas la Regencia todas las ventajas, sin ofrecer riesgo alguno. El mas tierno de los sentimientos de la naturaleza se convierte entonces en utilidad del estado.

Pero esta justa confianza que la madre del principe debe inspirar á todos sus vasallos, subsistira, acaso, si olvidando los deberes que le da la maternidad para con su hijo, y que su clase le impone para con la nacion, pasa la Emperatriz á segundas nupcias ? Seguramente que no ; y si una prohibicion tan natural tubiese necesidad de justificacion, la hallariamos tambien en la mayor parte de semejantes actos de nuestra historia, y señaladamente en los de Felipe el hermoso, en 1294, de Carlos VI, en 1392, y de Carlos V, (octubre de 1374.)

Les articles 19 et 20 du sénatus-consulte, du 18 mai 1804, voulaient que le régent fut choisi parmi les princes français, et à leur défaut, parmi les grands dignitaires de l'empire. Nous trouvons une disposition semblable, mais plus développée, mieux éclaircie, dans les articles 13 et 14 du projet de sénatus-consulte. La régence appartient d'abord au premier prince du sang, aux autres après lui, dans l'ordre de l'hérédité : aux princes grands dignitaires ensuite, dans un ordre prévu et déterminé. Les princes français assis sur un trône étranger ne peuvent prétendre à la régence : ils ont d'ailleurs trop de soins à remplir, trop de devoirs à exercer ; ils ont une autre patrie, une autre famille publique ; et le premier trône pour eux serait toujours celui qu'ils doivent posséder toute leur vie, qu'ils doivent transmettre à leurs enfants.

L'âge, pour être habile à posséder la régence ou faire partie de son conseil, est le même que le Code Napoléon fixe pour la majorité, vingt et un ans accomplis. Tous les actes néanmoins en seront portés au nom de l'empereur. L'âge, qui fait beaucoup à la capacité de gouverner, ne fait rien à la transmission et à la certitude du droit. Un roi de cinq ans, comme le furent Louis XIV et Louis XV, n'en est pas moins roi : nous en avons eu de plus jeunes encore, et leur enfance n'a pas empêché qu'ils ne portassent la couronne, que leur nom ne fut placé à la tête de nos lois.

Le titre dont nous venons de faire connaître les principales dispositions, dit quel sera l'ordre de la régence, quand une volonté particulière de l'empereur ne l'aura pas déterminé ; mais nos rois eurent toujours le droit de disposer, ou par un testament, ou par des lettres patentes ; ce droit est réservé à l'empereur par le titre suivant.

Le troisième traite du pouvoir de la régence, de sa durée. Son autorité commence au décès du monarque. Elle est exercée telle que l'empereur l'exerçait lui-même. L'impératrice peut nommer aux grandes dignités et aux grands offices de l'empire qui seraient vacans. Elle peut, et le prince régent aussi, nommer des sénateurs, nommer et révoquer les ministres. Ces dispositions ne sont que des conséquences nécessaires au premier article du même titre ; article qui confère à la régence ou au régent la plénitude de la puissance impériale.

Il ne suffit pas de déterminer comment la régence serait donnée à la mort d'un prince qui laisse un fils mineur ; il fallait prévoir le cas où se trouverait ce fils même. Mais il, laissant un frère aîné du trône ? Rien n'est chargé dans les dispositions qui précèdent ; c'est tou-

Los artículos 19 y 20 del senado consulto de 18 de mayo de 1804 querian que el regente fuese elegido entre los principes franceses, y en falta de estos entre los gran dignitarios del Imperio. Hallamos una disposicion semejante, pero mas despijada, mejor ilustrada en los artículos 13 y 14 del proyecto del Senado consulto. La regencia pertenece luego al primer principe de sangre, y a los otros tras él, segun orden de herencia : despues a los principes grands dignitarios en un orden previsto y determinado. Los principes franceses sentados en trono extranjero, no pueden tener pretensiones a la regencia. Tienen ademas demasiadas tareas que cumplir, demasiados deberes que exercer ; e los tienen otra patria, otra familia pública ; y para ellos seria primer trono aquel que deb n poseer si empre el toda su vida, y que deben transmitir a su hijos.

La edad para ser habil para poseer la regencia o hacer parte de su consejo, es la misma que el código Napoleon fixa para la mayoría, 21 años cumplidos. Sin embargo todos los actos se harán en nombre del Emperador. La edad que hace mucho para la capacidad de gobernar, no hace otra cosa alguna para la certidumbre del derecho. Un rey de cinco años, como lo fueron Luis XIV, y Luis XV, no dexa de ser rey. Mas jóvenes los hemos tenido todavía, y su infancia no les impidió el que llevasen la corona, ni que su nombre fuese puesto al lado de nuestras leyes.

El título cuyas principales disposiciones acabamos de hacer patentes, dice qual será el orden de la regencia, quando una voluntad particular del Emperador no lo habrá determinado ; pero nuestros reyes tubieron siempre el derecho de disponer de ello o por medio de un testamento ó con patentes. Este derecho le reserva al Emperador el título siguiente, la autoridad empieza al fallecimiento del monarca. Y su ejercicio es el mismo que en tiempo del Emperador mismo. La Emperatriz puede hacer los nombramientos para los gran dignidades y gran oficiales del imperio que vacaren. Ella, y tambien el principe regente, pueden nombrar senadores, nombrar y revocar los ministros. Estas disposiciones no son mas que consecuencias del art.º del mismo título, artículo que confiere a la regencia o al regente la plenitud del poder imperial. No era bastante determinar el como se daria la regencia al fallar el principe que dexa un hijo menor ; impensata prevenir el caso de quando se perdiese ese mismo hijo ; Muere durante un hermano heredero del trono ? Nada se muda entonces a las disposiciones que preceden. Siempre es un hijo de la Emperatriz el que reñde en el trono.

La Emperatriz regna cuando regente. Pero no seria asi si la herencia tornase al trono un

jours sur un fils de l'Impératrice que réside la royauté; elle continuera d'être régente; mais il n'en sera plus de même si l'hérédité appelle au trône un prince qui ne soit pas son fils; la régence se serait alors confiée dans l'ordre prescrit par l'article 4, qui veut qu'à défaut de princes du sang, habiles à l'exercer, elle appartienne de droit au premier des grands dignitaires en fonctions au moment du décès. Si le prince appelé au trône par l'ordre de l'hérédité, est d'une autre branche, et mineur, le régent conservera l'exercice du pouvoir jusqu'à la majorité du nouvel Empereur, comme l'avait déjà établi le sénatus-consulte du 18 mai 1804. Dans aucun cas, le prince, investi une fois de la régence, ne peut la perdre jusqu'à cette majorité. On prévoit aisément tout ce qui paraît résulter d'une lutte entre deux princes, dont l'un voudrait acquiescer la régence, et dont l'autre voudrait continuer à l'exercer, et on sait trop bien que toutes ces luttes des ambitions individuelles sont ordinairement fécondes en malheurs pour les peuples.

Le conseil de régence est l'objet du titre suivant. Ces conseils se trouvent encore établis par un usage immémorial dans l'histoire de notre Charlemagne, et après lui Charles le-Chauve, qui nomment pour leurs enfans, et nous trouvons encore dans nos anciens capitulaires, les actes par lesquels ces conseils furent institués. Ils sont fréquens; nous les connaissons mieux, du moins, sous la 3^e race; et toujours on y remarque également le double principe exprimé dans le projet de sénatus-consulte; que les Français voisins du trône, y sont appelés par leur rang même, et que le souverain a le droit d'adjoindre, à ceux qu'appellent ainsi les droits du sang ou l'éminence de leurs fonctions, les citoyens que sa propre estime et le bien de l'Etat lui indiquent comme dignes de concourir à l'exercice d'une si grande autorité. Philippe III, Charles V, Henri II, nomment ainsi, par des lettres-patentes, et Louis XIII, par son testament des personnes étrangères à la famille royale, mais recommandables par leurs services, leurs lumières et leurs vertus.

Du reste, il ne faut pas que ces indications, faites d'avance, ou par la nature ou par les constitutions de l'Etat, ou par la sollicitude du prince pour l'avenir, puissent être sans effet par une volonté particulière de la Régence ou du Régent; aussi l'art. 22 leur défend-il désigner les membres du conseil des fonctions qu'ils doivent remplir.

Dix règles sont ensuite posées sur les délibérations de ce conseil; elles ne sont pas les mêmes dans tous les cas; mais plus l'objet de la discussion est important, plus est grande l'influence de ceux qui doivent y concourir. Dans les affaires ordinaires, le conseil de régence n'a que voix consultative; il a voix délibérative, et

principe que no fuese hijo de ella. La regencia se confia entonces segun el orden prescrito por el artículo 4, que quiere que falta de principes de sangre habiles para ejercerla, pertenezca de derecho al primero de los grandes dignitarios que se halle en funciones en el instante del fallecimiento. Si el principe llamado al trono por el orden de herencia es de otra rama, y menor, el regente conservará el ejercicio del poder hasta la mayoría del nuevo Emperador, como lo habia establecido ya el Senado Consulto de 18 mayo de 1804. Por ningun caso el principe revestido de la regencia puede perderla hasta esta mayoría.

Se preve facilmente todo lo que podria resultar de una lucha entre dos principes, uno de los quales querria adquirir la regencia, y el otro continu exerciendola: y demasiado se sabe quanto estas individuales luchas de ambicion son fecundas en desgracias ordinariamente para los pueblos.

El Consejo de regencia es el objeto del titulo siguiente. Esos consejos se hallan tambien establecidos por un uso immemorial en la historia de nuestra monarquia. Carlomagno, y despues de él Carlos el Calvo lo nombran para sus hijos, y hallamos aun en nuestros antiguos capitulares los actos con que se instituan estos Consejos. Son mas frequentes; les conocemos mas por lo menos en la tercera raza.

Nota igualmente el doble principio expresado en el proyecto del Senado Consulto: que los franceses vecinos del trono son llamados a él por su mismo rango, y que a los que así llaman los derechos de sangre, y la eminencia de las funciones tiene el soberano el derecho de juntar los ciudadanos que en propia estimacion, y el bien del estado le indiquen como dignos de concurrir al ejercicio de tan grandes facultades.

Felipe III, Carlos V, Henrique II nombran tambien con patentes, y Luis XII con su testamento personas ajenas de la familia real; pero recomendables por sus servicios, luces, y virtudes. Por lo restante, no conviene que esas indicaciones hechas anticipadamente ó por la naturaleza, ó por las constituciones del Estado, ó por la solicitud del principe para lo sucesivo, puedan quedar sin efecto á causa de voluntad particular de la regencia, ó del regente: así es que el artículo 22 les prohibe en alexar los miembros del Consejo de las funciones que deben desempeñar.

Se fixan en seguida las reglas para las deliberaciones de ese consejo: no son iguales en todos los casos; pero quanto mas importante es el objeto de la discusion, tanto mayores es la influencia de los que deben concurrir a éllo. En los asuntos ordinarios el consejo no tiene mas que voz consultativa: la tiene deliberativa, y la ma-

la majorité seule décide, s'il est appelé à l'examen des plus grands intérêts de l'État; le mariage de l'Empereur, les déclarations de guerre, les traités de paix, d'alliance ou de commerce, la disposition du domaine extraordinaire de la couronne pour former de dotations nouvelles, et la question de savoir s'il sera nommé par le régent aux grandes dignités de l'Empire, vacantes durant la minorité: conseil de Régence nomme aussi, à la majorité des voix, le grand dignitaire à qui seront confiées la surveillance de l'éducation de l'Empereur mineur et la surintendance de sa maison, quand l'Empereur décédé ne l'a pas déterminé lui-même, et que le jeune prince a encore eu le malheur d'être privé de sa mère. Elle vivant, ces soins lui sont tellement prescrits par la nature, que les législations, mêmes celles qui ont hésité à donner la régence aux mères, se sont empressées à leur reconnaître, et à consacrer un droit plus ancien que toutes les lois humaines. La garde de l'Empereur mineur appartient à sa mère, avant déjà dit le sénatus-consulte du 18 mai 1804.

(La suite à demain.)

yoría sola decide, quando se le llama para examinar los mas grandes intereses del estado: las bodas del Emperador, las declaraciones de guerra, los tratados de paz, alianza, ó comercio, la disposicion del dominio extraordinario de la corona, para formar nuevas dotaciones, y la question de saber si el regente hará nombramientos para las grandes dignidades del imperio, vacantes durante la menoría. El consejo de regencia nombra tambien á pluralidad de votos el gran dignitario, á quien se confiaran la vigilancia de la educacion del Emperador menor, y la superintendencia de la casa, quando el Emperador difunto no lo ha determinado por si mismo, y el joven principe tiene la desgracia de hallarse privado tambien de su madre. Viviendo esta, tales cuidados le están prescritos por la naturaleza, de tal modo que las mismas legislaciones que han titubeado en dar la regencia á la madre, se han apresurado en reconocerles y consagrarles un derecho mas antiguo que todas las leyes humanas. La guardia del Emperador menor pertenece á la madre, habia dicho ya el Senado Consulto de 18 mayo de 1804.

(Se continuará.)

NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA

Vente de prise anglaise.

Le lundi 14 mars prochain, on commencera, à Tarragone, en présence de Mr. l'agent du Consulat, résidant en cette ville, la vente aux enchères publiques des marchandises provenantes du chargement de la frégate anglaise nommée la *Vicissitude*, capitaine John Hewland, capturée par le corsaire français l'*Intrepide*, armée à Valence, sous le commandement du capitaine François Gallaga, et conduite dans ce port par le capitaine de prise Louis Morando, ladite vente se continuera jusqu'à ce que tout soit terminé.

Les marchandises dont il s'agit sont les suivantes,

S A V O I R :

Trois cent trente-sept barriques et demie café de la Martinique, de poids catalan de huit quintaux et demi chacune, brut.

Quatre vingt-onze barils même qualité d'environ deux quintaux chacun, même poids.

Cent soixante deux sacs de café même qualité, du poids d'environ un quintal chacun.

Trente une barriques de sucre en pain blanc, du poids d'environ onze quintaux chacune.

Vingt sept barriques et demie, sucre terre blanc, du poids d'environ quatorze quintaux chacune.

Quatre-vingt dix caisses de sucre trecciado, d'environ quatre quintaux chacune.

Quatre cent quatre-vingt-trois sacs poivre Jamaïque, du poids d'environ un quintal chacun.

Mille cinq cent onze bûches bois de Campêche, de différentes grosseurs.

Le vaisseau nommé la *Vicissitude* à trois mats, doublé en cuivre, du port d'environ quatre cent cinquante tonneaux, ensemble ses agrès et appareils, conformément à l'inventaire.

Au consulat de France à Barcelone le 18 février 1813.

Pérdida.

El lunes por la tarde, desde la plaza de San Jayme, á la Librería, se perdió una almoneda de un pendiente con piedra violada, et que la haya hallado lo entregará á la Andadora de los Angeles que recibirá una gratificación.

En la Imprenta de J. Alzine y P. Barrera, Impresores del Gobierno de Cataluña